

SECURITE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DANS LA COMMUNE DE KAYA, BURKINA FASO**Seydou SERE**

Ecole Normale Supérieure, Burkina Faso

Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Milieux et Territoires (LERMIT)

seresydney@gmail.com

Résumé : Dans un contexte marqué par des menaces sécuritaires au Burkina Faso, le système éducatif national fait face à des défis en matière de sécurité. Cette étude analyse la sécurité des établissements d'enseignement secondaire de la commune de Kaya. Elle prend en compte la situation géographique des établissements (rural-urbain), les incidents sécuritaires vécus. Conduite dans un contexte national de crise sécuritaire dominé par le terrorisme et la criminalité urbaine, cette recherche s'appuie sur une méthodologie mixte (quantitative et qualitatives). Ainsi, 166 élèves et personnels éducatifs ont été enquêtés par questionnaires et 8 personnes ressources par des entretiens. Une observation des infrastructures à l'aide d'une grille été faite. Les résultats mettent en évidence un sentiment d'insécurité particulièrement prononcé en milieu rural (56,66 % des élèves et 100 % du personnel), principalement en lien avec les menaces terroristes. En zone urbaine, 69,04% du personnel expriment une inquiétude liée à la criminalité urbaine (cambriolages, vols, vandalismes). Par ailleurs, les dispositifs de sécurité existants (clôture, contrôle des accès, présence d'agents de sécurité) sont jugés inefficaces par 74% des personnes interrogées, en raison notamment de lacunes majeures telles que l'absence de protocole de sécurité et de plan d'évacuation. L'étude recommande une adaptation des dispositifs sécuritaires aux spécificités de chaque établissement, un renforcement des infrastructures, une collaboration étroite avec les forces de sécurité, ainsi que l'élaboration de protocoles de gestion de crise inclusifs.

Mots-clés : sécurité, établissements secondaires, menaces terroristes

SECURITY IN SECONDARY SCHOOLS IN THE URBAN MUNICIPALITY OF KAYA

Abstract : In a context marked by security threats in Burkina Faso, the national education system faces security challenges. This study analyzes the security of post-primary and secondary educational institutions in the municipality of Kaya. It takes into account the geographical location of the institutions (rural-urban) and the security incidents that have occurred. Conducted in a national context of security crisis dominated by terrorism and urban crime, this research is based on a mixed methodology (quantitative and qualitative). Thus, 166 students and educational staff were surveyed using questionnaires and eight resource persons were interviewed. An observation of the infrastructure using a grid was carried out. The results highlight a particularly pronounced sense of insecurity in rural areas (56.66% of students and 100% of staff), mainly linked to terrorist threats. In urban areas, 69.04% of staff express concern about urban crime (burglaries, thefts, vandalism). Furthermore, existing security measures (fences, access control, security guards) are considered ineffective by 74% of respondents, mainly due to major shortcomings such as the lack of security protocols and evacuation plans. The study recommends adapting security measures to the specific characteristics of each establishment, strengthening infrastructure, working closely with security forces, and developing inclusive crisis management protocols.

Keywords : security, secondary schools, terrorist threats

Introduction

L'éducation est un investissement primordial pour l'avenir d'un pays, agissant comme Ki-Zerbo (1990, p. 16) l'affirme « logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés ». C'est pourquoi le Burkina Faso, dans la lignée de ses engagements internationaux, a intégré les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans son Plan National de Développement Économique et Social (PNDES). L'ODD 4 impose à l'État de garantir une éducation inclusive, équitable et de qualité d'ici à 2030, ce qui implique spécifiquement d'assurer un environnement d'apprentissage sûr et inclusif. Cependant, le contexte sécuritaire burkinabè compromet ce droit fondamental. Depuis les années 2000, des actes de violence tels que violence verbale, physique perturbent l'école (Kabore et Sorgho/Zinsonne, 2016). L'émergence du terrorisme a exacerbé cette situation, faisant des établissements scolaires des cibles privilégiées des Groupes Armés Terroristes (GAT). De nombreuses écoles ont été fermées et des biens personnels d'enseignants ont été détruits. Par ailleurs, des incendies d'écoles, des menaces de mort et des agressions physiques ont été signalées (Ouedraogo, 2019). La région du sahel a été l'une des premières régions la plus touchée avec environ 900 infrastructures scolaires fermées en 2022 (Séré, 2023).

L'insécurité est devenue au fil du temps difficile à maîtriser mettant en mal le domaine de l'éducation, entraînant la fermeture de 5 319 établissements, soit 20,15 % du total national à la date de mars 2024, soit 20,15 % du total (MENAPLN, 2024). La situation a conduit à l'adoption de stratégies nationales spécifiques, telles que la Stratégie Nationale de Scolarisation des Élèves dans les Zones à Forts Défis Sécuritaires (SSEZDS) et la Stratégie Nationale de l'Éducation en Situation d'Urgence (SN-ESU), afin d'assurer la continuité de l'éducation et de renforcer la résilience des acteurs éducatifs. Malgré ces efforts institutionnels, le sentiment d'insécurité demeure prégnant, particulièrement dans les zones sensibles comme la région du Centre-Nord. La commune de Kaya, chef-lieu de cette région, fait face à une double menace : le risque terroriste en milieu rural et la criminalité urbaine en ville. Dans cette optique, cette étude se focalise sur l'analyse des mécanismes de prévention existants et sur leur perception par les acteurs éducatifs. Les questions de recherche suivantes guident cette recherche : Le sentiment d'insécurité varie-t-il entre les établissements post-primaires et secondaires situés en milieu urbain et ceux en milieu rural ? Quels sont les principales menaces sécuritaires perçues par les élèves et le personnel dans les établissements situés en milieu rural et dans ceux situés en milieu urbain ? Comment les dispositifs de sécurité existants répondent-ils aux menaces identifiées dans les établissements d'enseignement secondaires ? Cette étude est structurée autour des aspects théoriques et pratiques prenant en compte la méthodologie de recherche, les résultats et la discussion.

1. Approche théorique et méthodologique

Cette partie présente l'approche théorique et méthodologiques sur laquelle repose l'étude.

1.1. Approche théorique

Afin d'analyser et d'interpréter les dynamiques complexes de la sécurité scolaire, l'étude s'appuie sur trois approches théoriques complémentaires.

- *La Théorie des besoins de Maslow*

Développée par Abraham Maslow dans les années 1940, cette théorie de la motivation humaine hiérarchise les besoins. Elle est représentée sous forme de pyramide à cinq niveaux, où les besoins inférieurs doivent être satisfaits avant de pouvoir aspirer aux besoins supérieurs.

Le besoin de sécurité (être protégé contre les dangers physiques ou psychologiques) se situe juste après les besoins physiologiques. Selon cette théorie, si ce besoin fondamental n'est pas satisfait, il devient prioritaire, entravant l'épanouissement, l'apprentissage et l'atteinte du besoin d'accomplissement de soi. Dans le contexte scolaire, cette approche permet d'évaluer l'impact direct des menaces sécuritaires (terrorisme, criminalité) sur la capacité des élèves et du personnel à se concentrer sur les activités éducatives. Elle justifie pourquoi l'insécurité, qu'elle soit réelle ou perçue (sentiment d'insécurité), génère un malaise qui rend la sérénité nécessaire à l'apprentissage difficile, voire impossible.

- *La Théorie de la prévention situationnelle*

Cette approche pragmatique de Clarke en 1997 est axée sur la dissuasion et vise à réduire les opportunités de passage à l'acte délictueux. Elle est particulièrement pertinente pour analyser l'efficacité des dispositifs physiques et organisationnels dans les établissements. Il propose de limiter les occasions criminelles par l'aménagement de l'environnement (caméras, clôtures, éclairage) et l'organisation (contrôle des accès, surveillance humaine). Ses principes fondamentaux incluent d'augmenter les efforts requis pour commettre l'infraction (multiplication des obstacles), d'accroître les risques perçus d'être intercepté ou sanctionné et de réduire les bénéfices attendus de l'acte délictueux. Cette théorie permet d'analyser l'insuffisance des dispositifs sécuritaires dans la commune de Kaya.

- *La Théorie de la résilience socio-écologique*

Initialement issue de l'écologie, cette théorie de (Holling, 1973) s'applique aux systèmes sociaux pour analyser leur capacité à absorber les perturbations, s'adapter et se transformer tout en conservant leurs fonctions essentielles. Elle est cruciale dans un contexte de crise sécuritaire récurrente comme celui de Kaya. Les établissements scolaires sont considérés comme des systèmes complexes (sociaux, institutionnels, sécuritaires). La résilience repose sur quatre dimensions à savoir la robustesse du système à encaisser les chocs (menaces terroristes, fermetures d'écoles). L'adaptabilité qui est une aptitude des acteurs à ajuster leurs pratiques et à renforcer les liens avec la communauté locale. La transformabilité qui demeure la capacité à innover ou à réorganiser durablement l'école en réponse aux menaces (mise en place de comités de vigilance) et la rétroaction qui constitue une interaction dynamique qui peuvent stabiliser ou accentuer les vulnérabilités. Cette théorie invite à aller au-delà des réponses purement techniques en mobilisant les ressources sociales et humaines, prônant une participation active des communautés, la solidarité, la communication fluide, et la coordination avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). C'est sur l'ensemble de ces théories que repose cette étude. Comment se présente alors l'approche méthodologique.

1.2. Approche méthodologie

L'étude a privilégié une approche méthodologique mixte (quantitative et qualitative). Elle a permis de collecter aussi bien des données primaires que secondaires. Ce point décrit de la population d'étude, l'échantillonnage, ainsi que les outils de collecte et de traitement des données.

- Description de la population d'étude et de l'échantillonnage

A la rentrée scolaire 2024-2025, la commune de Kaya comptait 47 établissements post-primaires et secondaires fonctionnels. La population cible globale était de 4 636 acteurs, répartis entre élèves (4 355) et personnel (281). La Population cible des entretiens comprend les chefs d'établissement (premiers responsables, coordinateurs des activités), le représentant de la collectivité (partenaire de l'éducation), et le directeur provincial en charge de l'enseignement secondaire (responsable de l'exécution des politiques éducatives). Le choix des établissements repose sur une combinaison d'échantillonnage aléatoire simple et de choix raisonné pour garantir la diversité statutaire et géographique. Six établissements ont été retenus : 3 publics et 3 privés, avec une répartition équilibrée entre milieu urbain (4 établissements) et milieu rural (2 établissements). Quand l'échantillon d'enquête, il est fait sur la base de la formule de Schwartz (niveau de confiance de 95 %, marge d'erreur de 7 %). L'échantillon total pour les questionnaires était de 166 personnes, 94 élèves enquêtés sur 4 355 (2,16 % du total). Côté personnel, 72 enquêtés sur 281 (25,62 % du total) ont été interrogés. Les entretiens ont concerné 8 acteurs clés (6 chefs d'établissement, 1 représentant de la collectivité, 1 directeur provincial).

- Outils de collecte et traitement des données

Trois outils ont été mobilisés. Le questionnaire, il a été adressé aux élèves et au personnel pour recueillir leur perception de la sécurité. Le guide d'entretien il a été utilisé auprès des responsables pour comprendre les mesures, les défis, les protocoles et l'évaluation de la sécurité. Enfin la grille d'observation, elle a servi à analyser l'état et le fonctionnement des dispositifs physiques de sécurité (murs, portail, caméras, kits d'urgence). Les données quantitatives ont été traitées à l'aide des logiciels Sphynx et Excel.

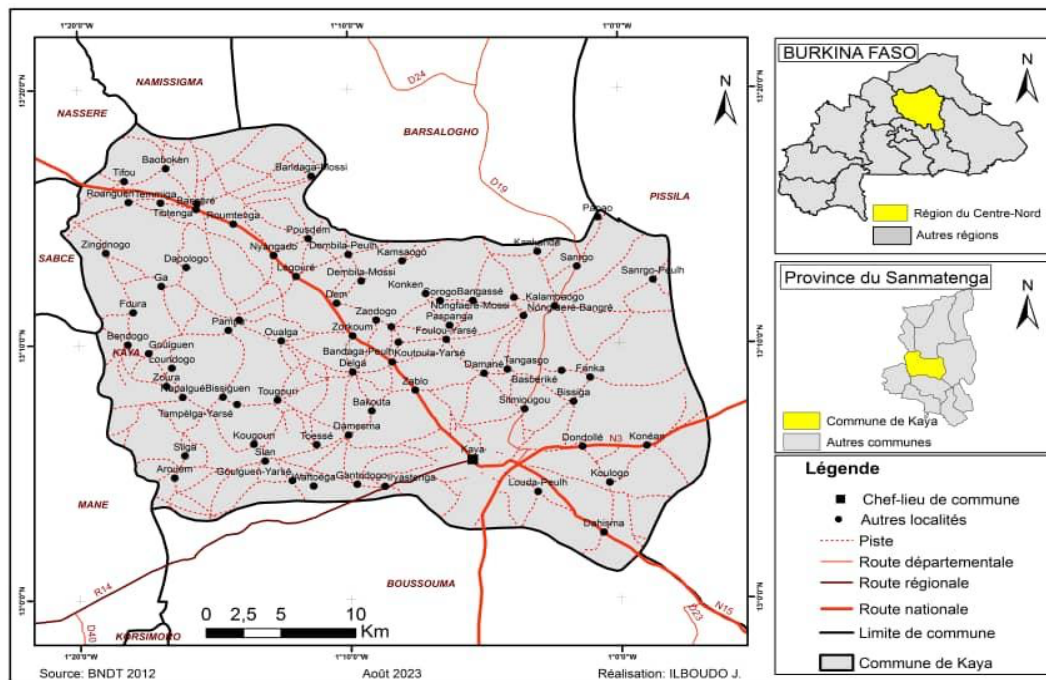
2. Présentation de la zone d'étude

La présentation de la zone d'étude est faite en deux points, la localisation géographique et le contexte sécuritaire et organisationnel.

2.1. Localisation géographique de la Commune de Kaya

Kaya est le chef-lieu de la région du Centre-Nord et le centre administratif de la province du Sanmatenga. La ville se situe à environ 100 km au nord-est de Ouagadougou. La commune couvre une superficie de 922 km² et est délimitée par plusieurs communes suivantes : Pissila (à l'est), Nasséré et Namissiguima (à l'ouest), Barsalogho (au nord), Mané, Sabcé (au sud-ouest), et Boussouma (au sud). La commune comprend 7 secteurs administratifs (zone urbaine) et 71 villages rattachés (zone rurale). La zone est confrontée En 2019, sa population était estimée à 207 740 habitants. La carte ci-après présente la commune de Kaya dans son ensemble. Elle permet de visualiser sa position géographique, ses limites territoriales, ainsi que les principales localités qui la composent.

Carte 1 : Commune de Kaya



2.2. Contexte sécuritaire et subdivision de la Zone

La commune de Kaya est confrontée à une crise sécuritaire complexe. Les établissements scolaires subissent des défis liés non seulement aux événements sociopolitiques (grèves, débrayages) et au banditisme (vols, cambriolages), mais aussi à la psychose du terrorisme. L'étude distingue clairement deux zones, définies par le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (2014) de la commune.

- Zone Urbaine : Elle englobe les 7 secteurs de la ville de Kaya. Elle est caractérisée par une forte densité de population, un développement relatif des infrastructures, et un accès plus étendu aux services publics.
- Zone Rurale : Elle correspond aux 71 villages rattachés administrativement, situés en dehors des secteurs urbains. Ces zones sont marquées par une densité de population plus faible, un accès limité aux infrastructures et aux services de base, et une plus grande vulnérabilité face aux menaces sécuritaires actuelles.

- Répartition des Etablissements enquêtés

Le choix raisonné des 6 établissements retenus pour l'étude visait à assurer une représentation de la diversité géographique et statutaire de la commune :

- Milieu Urbain : Lycée Provincial Moussa Kargougou (Public), Lycée de Bangrin (Public), Lycée Privé Wendnongdo (Privé), Lycée Privé EDP (Privé).
- Milieu Rural : Lycée de Dondollé (Public), Lycée Saint Pierre de Konéan (Privé).

A l'issue de cette phase théorique, les résultats de l'études sont abordés.

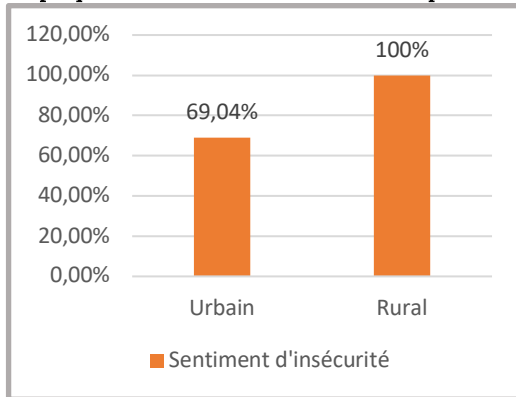
3 Résultats

La présentation des résultats s'appuie sur le dépouillement des questionnaires (auprès de 58 membres du personnel et 94 élèves, soit 152 répondants au total) et des entretiens (auprès des 8 personnes ressources).

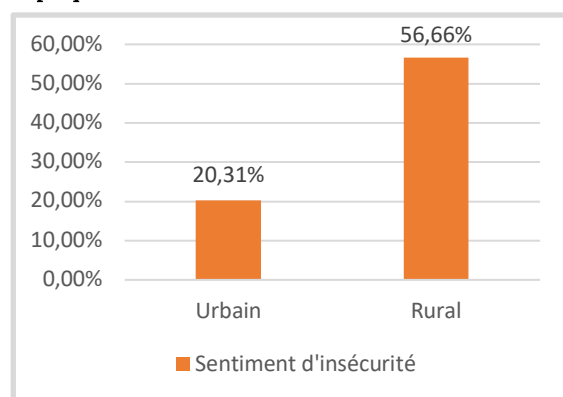
3.1. Sentiment d'insécurité selon la localisation de l'Établissement

L'analyse de la perception de la sécurité montre un écart significatif entre le personnel et les élèves, ainsi qu'entre le milieu urbain et le milieu rural. Le personnel éducatif exprime un sentiment d'insécurité élevé dans les deux zones. En milieu rural, la totalité du personnel interrogé, soit 100 %, affirme ne pas être en sécurité dans leurs établissements. En milieu urbain, 69,04 % du personnel ayant répondu aux questionnaires affirment également ne pas être en sécurité dans leurs établissements. Cette inquiétude généralisée, atteignant son paroxysme en milieu rural, témoigne d'une psychose sécuritaire qui impacte directement la capacité du personnel à exercer sereinement leurs fonctions. La perception est moins extrême chez les élèves, mais reste préoccupante en zone rurale. En milieu rural, 56,66 % des élèves interrogés expriment un sentiment d'insécurité dans leurs établissements. Alors qu'en milieu urbain, 20,31 % des élèves affirment se sentir en insécurité. Le graphique ci-dessous montrent les résultats sur le sentiment d'insécurité chez le personnel et chez les élèves.

Graphique 1 : Sentiment d'insécurité chez le personnel



Graphique 2 : Sentiment d'insécurité chez les élèves



Source : Enquête terrain, mars 2025

L'écart entre les deux milieux (près de 36 points de pourcentage) suggère que l'environnement géographique influence fortement la perception de la sécurité. Le sentiment d'insécurité est plus grand dans les zones les plus éloignées des dispositifs de sécurité et des centres urbains.

3.2. Identification des principales menaces sécuritaires

En le nombre de répondants identifiant les mêmes types de menaces sécuritaires, le tableau suivant présente les résultats.

Tableau 1 : Principales menaces sécuritaires perçues

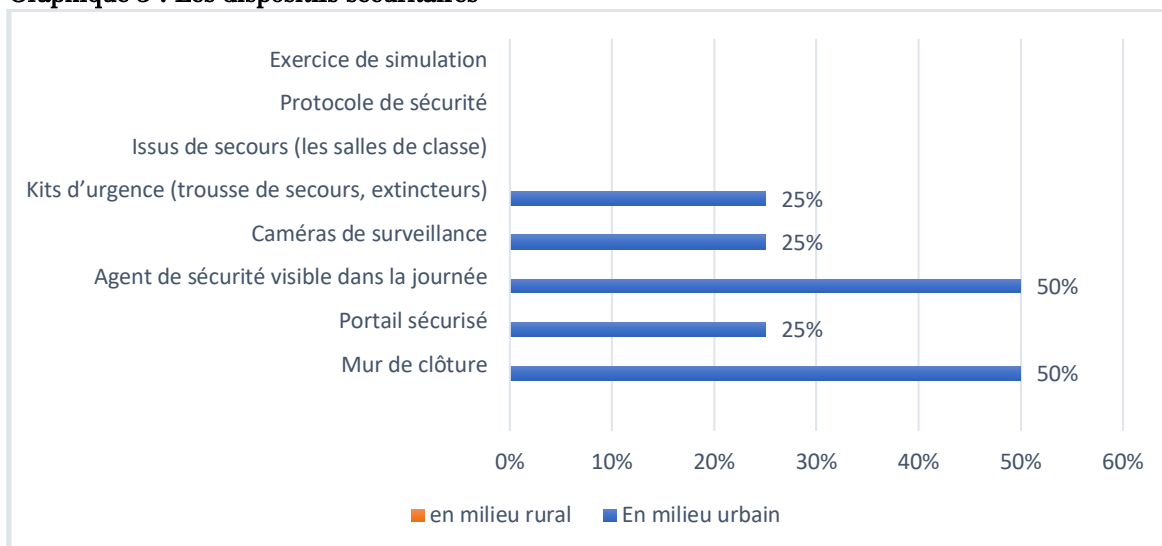
Types de menaces	Effectif Urbain	% en milieu urbain	Effectif Rural	% en milieu rural
Criminalité urbaine (vols, vandalisme, cambriolage)	62	58,5 %	5	10,9 %
Terrorisme	11	10,4 %	29	63 %
Violences entre élèves	30	28,3 %	11	23,9 %
Autre menaces	3	2,8 %	1	2,2 %

Source : Enquête terrain, mars 2025

La menace dominante en milieu urbain est clairement la criminalité urbaine (vols, cambriolages, vandalismes), identifiée par 58,5 % des répondants. Les violences entre élèves arrivent en seconde position (28,3 %), tandis que le terrorisme ne représente que 10,4 % des menaces perçues. En milieu rural, la principale menace sécuritaire est le terrorisme, mentionné par 63 % des enquêtés. Les violences entre élèves (23,9 %) et la criminalité urbaine (10,9 %) sont moins citées. Il ressort en sus qu'en milieu urbain, la criminalité est accentuée par la densité de la population, les conflits entre jeunes et la délinquance organisée. En milieu rural, la psychose terroriste est directement liée à la proximité de l'activité des groupes armés.

3.3. Analyse des dispositifs sécuritaires existants, leur efficacité et perception

Face aux défis sécuritaires que connaissent les établissements de la commune de Kaya, l'étude s'est intéressée aux dispositifs sécuritaires présents dans ces établissements et à l'avis des acteurs quant à leur efficacité. Les observations sur le terrain révèlent des écarts et des insuffisances structurelles. Le graphique 3 fait l'état des dispositifs.

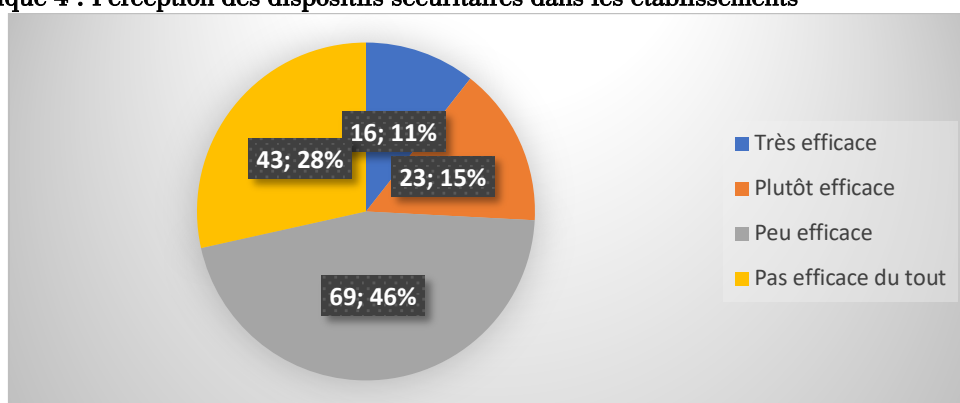
Graphique 3 : Les dispositifs sécuritaires

Source : Enquête terrain, mars 2025

Les établissements urbains sont mieux dotés, 50 % ont un mur de clôture, 25 % un portail sécurisé, 50 % un agent de sécurité visible dans la journée et 25 % des caméras de surveillance. En revanche, en milieu rural, les infrastructures sécuritaires (murs de clôture, caméras, kits d'urgence) sont quasi inexistantes.

Lacunes organisationnelles majeures ressortent. En effet, l'analyse révèle l'absence critique de dispositifs de préparation : aucun établissement (urbain ou rural) ne dispose de protocole de sécurité formalisé ni de plan d'évacuation affiché. De plus, la formation des élèves et du personnel aux procédures d'urgence est quasi inexistante. Quel est être l'avis des acteurs scolaires sur l'efficacité des dispositifs sécuritaires existants ? L'évaluation de l'efficacité des mesures de sécurité révèle une insatisfaction massive. Sur 151 personnes ayant répondu à la question, 112 (soit 74 %) jugent les mesures sécuritaires existantes comme « peu efficace » ou « pas efficace du tout ». Le graphique ci-dessous présente la perception des acteurs.

Graphique 4 : Perception des dispositifs sécuritaires dans les établissements



Source : Enquête terrain, mars 2025

Les entretiens avec les chefs d'établissement et les autorités (directeur provinciale, représentant de la collectivité) mettent en évidence un sentiment d'impuissance face aux défis croissants. Les chefs d'établissement en ville s'inquiètent de la difficulté à contrôler les entrées, de la proximité des maquis, et de la présence des habitats temporaires des Personnes Déplacées Internes (PDI). La criminalité se manifeste par des cambriolages et des vandalismes, ce qui a forcé des établissements à installer des caméras dans les bâtiments administratifs. Un chef d'établissement a même rapporté un incident où « *un militaire présentant des troubles psychiatriques a déjà utilisé son arme blessant un élève* ». L'inquiétude principale est la menace terroriste. Le sentiment de non-protection a été exacerbé par le retrait du barrage de contrôle policier vers l'entrée de la ville de Kaya, laissant le village. Les chefs d'établissement montrent leur inquiétude face à la menace terroriste. Un d'entre eux affirme : « *La situation sécuritaire de notre établissement est la même que celle du village. Ici, nous sommes tout le temps sur notre garde* ». Paradoxalement, un chef d'établissement rural a noté que la clôture n'est pas une nécessité, car « *elle nous empêcherait de voir de loin* », reflétant une adaptation locale à une menace externe (nécessité de surveillance à longue distance). Les établissements reconnaissent que le personnel de sécurité (portiers, vigiles) est souvent en sous-effectif, non formé, non équipé et non permanent à son poste, limitant la capacité à contrôler les présences étrangères jour et nuit. Les photos suivantes montrent quelques dispositifs sécuritaires dans des établissements.

Photo 1 : Dispositif de caméras de surveillance dans un lycée de la commune de Kaya

Photo 2 : Un vigile assurant le contrôle à l'entrée d'un lycée de la commune de Kaya



Source : Enquête terrain, mars 2025

Les autorités provinciales et communales ont indiqué qu'il n'existe pas de sécurité spécifique aux établissements. Elles considèrent que la sécurité scolaire « s'intègre dans la gestion sécuritaire de la commune par les forces de défense et de sécurité ». Les photos ci-dessous présente les illustrations sécuritaires observées dans la commune.

A l'issue de la présentation des résultats, les discussions apportent une analyse croisée avec les théories de référence et d'autres résultats similaires.

4. Discussion

L'analyse des résultats met en lumière les profondes disparités sécuritaires et l'inefficacité généralisée des mécanismes de protection dans la commune de Kaya, conformément aux attentes de l'étude. Cette discussion interprète ces résultats à travers le prisme des théories mobilisées.

4.1. Influence de la localisation et le non-respect des besoins fondamentale de sécurité

Les données confirment une différence de perception du risque fortement liée à l'environnement géographique. L'insécurité est maximale en milieu rural, avec 100 % du personnel qui ne se sent pas en sécurité, contre 69,04 % en milieu urbain. Interprétée à l'aide de la Théorie des Besoins de Maslow, l'insécurité chronique et généralisée traduit un échec dans la satisfaction du besoin fondamental de sécurité. Ce malaise entrave directement l'apprentissage et l'épanouissement. L'élévation du sentiment de peur en milieu rural (56,66 % des élèves, 100 % du personnel) est exacerbée par le risque terroriste et l'éloignement du dispositif des FDS. Albisetti (2021), montre que le sentiment d'insécurité d'un élève est influencé non seulement par ses relations avec ses pairs, mais aussi par la qualité de sa relation avec l'enseignant. En milieu urbain, l'inquiétude du personnel (69,04 %) est maintenue à un niveau élevé par la criminalité urbaine et la difficulté à contrôler les intrusions. Dans les deux cas, le système éducatif ne fournit pas l'environnement serein nécessaire, ce qui confirme que la sécurité est un préalable indispensable à la réussite éducative.

4.2. Spécificité des menaces et nécessité d'une résilience contextualisée

La nature des menaces est distincte : terrorisme en zone rurale (63 %) contre criminalité urbaine en zone urbaine (58,5 %). Cette dualité exige une application pertinente

de la Théorie de la Résilience Socio-Écologique. Les réponses sécuritaires ne peuvent être uniformes. En milieu urbain, la résilience passera par le renforcement des dispositifs de robustesse physique (clôtures solides, contrôle d'accès strict, caméras) face à la délinquance opportuniste. En milieu rural, où la menace est vitale et systémique, la transformabilité et l'adaptabilité du système sont primordiales. La citation du chef d'établissement rural, qui préfère l'absence de clôture pour « voir de loin », illustre une forme d'adaptation sociale locale (vigilance communautaire) qui entre en contradiction avec les mesures de prévention situationnelle classiques. La résilience passe alors par la coordination étroite avec les acteurs locaux (VDP, FDS) et l'établissement d'une communication fluide pour les alertes. Ces résultats corroborent ceux Séré (2023, p. 105) qui affirme : « *l'insécurité devenue une variable non maîtrisable met en mal le domaine de l'éducation* ». Le fait que les violences entre élèves (28,3 % en ville, 23,9 % en rural) demeurent une préoccupation constante, quel que soit le contexte, indique que la résilience doit aussi intégrer une dimension psychosociale, en gérant les conflits internes et le climat scolaire.

4.3. Insuffisance structurelle des dispositifs sécuritaires : une analyse par la prévention situationnelle

Les résultats soulignent que 74 % des acteurs jugent les dispositifs sécuritaires inefficaces. Cette insatisfaction est principalement due à l'absence de préparation organisationnelle (aucun établissement ne possède de plan d'évacuation ou de protocole de sécurité). En se référant à la Théorie de la prévention situationnelle (Clarke, 1997), l'inefficacité des mesures actuelles signifie que l'environnement scolaire crée des opportunités pour les actes criminels. Elhaddadi (2019, p. 9), confirme et met en lumière le rôle de la médiatisation excessive de certains faits violents, qui contribue à amplifier le sentiment d'insécurité, même dans les établissements où les violences sont peu fréquentes. Il est donc essentiel d'intégrer des mesures procédurales (formation aux urgences, mise en place de protocoles) pour compléter les dispositifs physiques, transformant ainsi l'espace scolaire en un environnement où les risques d'être intercepté sont significativement accrus.

Conclusion

L'analyse de la sécurité des établissements d'enseignement post-primaire et secondaire dans la commune de Kaya a permis de confirmer la forte influence de la localisation géographique et de l'efficacité des dispositifs sur le sentiment d'insécurité. Ce sentiment est plus élevé en milieu rural et est directement lié à la menace terroriste. En milieu urbain, bien que la criminalité soit la menace dominante, le personnel manifeste une insécurité élevée. L'étude révèle des lacunes importantes, confirmées par les 74 % d'acteurs jugeant les mesures en place inefficaces. Ces lacunes sont d'ordre infrastructurel (quasi-absence de dispositifs en milieu rural) et organisationnel (absence de protocoles de gestion de crise et de formation). Pour l'avenir, les efforts doivent être coordonnés. Sur le plan institutionnel, il est crucial de créer un service dédié à la sécurité scolaire au sein du Ministère de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Professionnelle et Technique (MESFPT), chargé de standardiser et de superviser l'application des protocoles. Ce service devrait notamment garantir un canal de communication formalisé entre chaque établissement et les services de secours. L'accélération de l'adoption de la Stratégie Nationale de l'Éducation en Situation d'Urgence (SN-ESU), intégrant des formations régulières et des exercices de simulation, est également fondamentale. En définitive, garantir un environnement scolaire sécurisé est un impératif pour sauvegarder le capital humain du Burkina Faso et permettre au pays de programmer son avenir, car selon Ki-Zerbo (1990, p. 16) « *l'éducation est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés* ».

Références bibliographiques

- AN. (2007). Loi n° 013-2007/AN du 30 juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation. Ouagadougou, Burkina Faso : Assemblée Nationale.
- Albisetti, Z. I. (2021). Le sentiment de sécurité en milieu scolaire (Thèse de doctorat). Université de Fribourg.
- Banque mondiale. (2024). Investir dans l'éducation pour réduire la pauvreté. <https://www.banquemondiale.org>.
- Clarke, R. V. (1997). La prévention situationnelle de la criminalité : Études de cas réussies (2e éd.). Harrow and Heston.
- Collectif. (2016). Larousse dictionnaire de français 1er prix. Larousse.
- Corgelas, A. (2023). Impacts de l'insécurité sur le fonctionnement des écoles dans les quartiers urbains « chauds » à Port-au-Prince entre 2018 et 2022. *Études Caribéennes*, 56.
- David, D. (2002). Sécurité : l'après New-York. Presses de Sciences Po, 9-22.
- Débarbieux, É. (2000). L'école face à la violence. Paris : ESF éditeur.
- Elhaddadi, F. (2019). Le sentiment d'insécurité en milieu scolaire au Maroc : cas des établissements secondaires publics de Rabat (Mémoire de master). Université Mohammed V de Rabat.
- HI (Humanité & Inclusion). (2025). L'approche Safe School. https://www.hi.org/sn_uploads/07-06-21_TdR-Appel-d-Offre-HI-Safe-Schools.pdf.
- Holling, C. S. (1973). Résilience et stabilité des systèmes écologiques. *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4, 1-23.
- Hub ESU (2025). Éducation dans les situations d'urgence et protection de l'enfance. <https://eihub.org/fr/>.
- Humanium. (2025). Un enlèvement d'étudiants affole de nouveau le Nigeria. <https://www.humanium.org>.

- INSPQ. (2025). La violence en milieu scolaire et les défis de l'éducation à la socialisation. <https://www.inspq.qc.ca>.
- Kabore, L., et Sorgho/Zinsonne, L. (2016). Les manifestations de la violence en milieu scolaire au Burkina Faso. *Science et Technique. Lettres, Sciences sociales et humaines*, 32(2), 119-139.
- Khelladi, I. (2020). *Initiation à la recherche scientifique*. Alger : Office des Publications Universitaires.
- Ki-Zerbo, J. (1990). *Éduquer ou périr*. Paris : L'Harmattan.
- Maslow, A. H. (1943). *La théorie de la motivation humaine*.
- Mairiedekaya. (2023). Présentation de la Commune de Kaya-Commune de Kaya. <https://mairiedekaya.bf/presentation-de-la-commune-de-kaya/>.
- MENAPLN. (2019). *Stratégie nationale de scolarisation des élèves dans les zones à forts défis sécuritaires au Burkina Faso (2019–2024)*. Ouagadougou.
- MENAPLN. (2020). Décret n°2020-0259 du 07 avril 2020 modifiant le décret n°2016-926 relatif à la protection du domaine scolaire. Ouagadougou.
- MENAPLN. (2021). *Plan Stratégique de Développement de l'Éducation de Base et de l'Enseignement Secondaire*. Ouagadougou.
- MENAPLN. (2024). *Rapport statistique mensuel de données de l'éducation en situation d'urgence – mars 2024*. Ouagadougou.
- MENA. (2016). Décret n°2016-926 du 03 octobre 2016 portant protection du domaine scolaire. Ouagadougou.
- Michalon-Brodeur, V., Picard, F., et Tremblay, R. E. (2018). Violence et sécurité dans les écoles nord-américaines : une analyse critique des politiques de tolérance zéro. *Revue canadienne de l'éducation*, 41(1), 192-218.
- N'da, K. P. (2015). *Méthodologie de la recherche en sciences sociales*. Abidjan : CEDA.
- Ouedraogo, M. (2019). *Contribution de l'approche Safe School à la promotion d'une école résiliente au Burkina Faso : Cas de la région du Centre-Nord (Mémoire de Master II)*. 2iE.
- Rodde, A. (2020). Tueries planifiées dans les lieux d'enseignement. Antécédents, évolutions et approche sécuritaire. *Les Notes du CREOGN*, 55, 1-4. <https://hal.science/hal-03095062v1>.
- Séré, S. (2023). Situation des infrastructures éducatives dans un contexte d'insécurité dans la région du Sahel au Burkina Faso. *Revue des Sciences de l'Éducation LAKISA*, (5), 99–112.
- Shaw, M. (2006). Écoles et sécurité. *Perspectives internationales. Diversité*, 147(1), p.15-24. <https://doi.org/10.3406/diver.2006.7498>.
- UNICEF. (2025). *L'éducation prise pour cible*. <https://www.unicef.org/fr/education-prise-pour-cible>.